



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Afrique de l'Ouest



RAPPORT ANNUEL 2013

Bourse Régionale des Valeurs Mobilières



SOMMAIRE

Lettre du Président	3
Message du Directeur Général	5
Membres du Conseil d'Administration de la BRVM	7
RAPPORT ANNUEL DE LA BRVM	
Activités du Marché Boursier Régional	10
Activités de la BRVM	20
Rapport Général des Commissaires Aux Comptes	27
Rapport Spécial des Commissaires Aux Comptes	31
Etats Financiers	37
Résolutions de l'Assemblée Générale du 26 Juin 2014	47
INFORMATIONS GENERALES	
Répertoire des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI)	50
Répertoire des émetteurs	51

LETTRE DU PRESIDENT



M. Gabriel FAL, PCA de la BRVM et du DC/BR

« Des ambitions bien marquées »

Chers actionnaires,

L'Afrique a connu en 2013, un taux de croissance moyen d'environ 4 % ; une performance bien supérieure à celle de l'économie mondiale (3 %) et, qui atteste, une fois encore, de la résilience du continent face aux turbulences internationales et régionales.

Les bourses africaines ne sont pas restées en marge de cet élan de croissance.

En effet, des 257 milliards de Dollars américains de la douzaine de bourses que comptait le continent en 2000, la capitalisation

boursière est passée à plus de 1300 milliards de dollars américains pour les 23 bourses membres de l'African Securities Exchanges Association (ASEA) en 2013, soit l'équivalent de la richesse produite sur le continent, sous les actions conjuguées des nouvelles introductions, des levées de capitaux, de l'abondance de l'épargne locale et de l'appétence des investisseurs nationaux, petits porteurs ou champions de la finance.

Notre Marché Financier Régional, qui évolue dans l'une des deux régions d'Afrique les plus dynamiques en 2013 où la croissance a atteint voire dépassé les 6 %, a su tirer profit de cette situation en positionnant la BRVM au 6^{ème} rang des bourses africaines en termes de capitalisation boursière et d'évolution des indices. Au cours de cette année, la BRVM a enregistré plusieurs records, favorisés par le redressement progressif des économies ainsi que par le retour à la stabilité politique et sociale dans les pays de l'UEMOA.

C'est dans ce contexte que se sont tenues à Abidjan, l'Assemblée Générale et la 17^{ème} Conférence Annuelle de l'African Securities Exchanges Association (ASEA), du 1^{er} au 4 Décembre 2013 avec plus de 350 participants venus du Monde entier.

L'organisation de cet évènement, qui a mis sous les feux de la rampe le Marché Financier Régional de notre Union et ses Structures Centrales, a permis de réaffirmer notre ambition de faire de la BRVM, au regard des nouvelles orientations stratégiques adoptées par le Conseil d'Administration en 2012, une bourse qui compte au nombre des plus performantes du continent.

Cette ambition est marquée, entre autres, par le changement du système de cotation que nous avons opéré, en passant du fixing à la cotation en continu, dans le courant du mois de Septembre 2013 et les constantes améliorations que nous avons apportées en termes de technologie, de communication, de formation et de gouvernance.

Le nombre de sociétés cotées sur le marché des actions n'a certes pas connu d'évolution, mais les performances réalisées sont significatives, notamment les records de capitalisation boursière

enregistrés, l'évolution des indices BRVM 10 et BRVM Composite, l'augmentation considérable des transactions sur le marché et la croissance des Evènements Sur Valeurs (ESV).

De nombreux défis restent à relever notamment l'admission de nouvelles sociétés à la cote de la BRVM. Nous espérons relever ce défi en 2014 et rompre avec la période d'attente qui a duré plus de trois ans. Par ailleurs, l'appétence, de plus en plus grandissante des investisseurs institutionnels et internationaux pour notre marché, ne nous fait pas perdre de vue les efforts à réaliser en vue de susciter chez les populations de notre Union, un intérêt croissant pour la bourse.

Le développement de la culture boursière dans l'UEMOA reste un facteur déterminant pour la pérennité de notre bourse.

Gabriel FAL

MESSAGE DU DIRECTEUR GENERAL



M. Edoh Kossi AMENOUNVE,
Directeur Général de la BRVM et du DC/BR

« De belles perspectives en vue ! »

Chers actionnaires,

La redynamisation engagée à la fin de l'année 2012, conjuguée à l'accélération de la croissance économique au sein de notre Union marquée par la forte reprise en Côte d'Ivoire après la crise postélectorale, se sont traduites par de bonnes performances de la BRVM en 2013.

En effet, la tendance haussière observée en 2012 s'est confirmée au cours de l'année écoulée avec des progressions des indices de la BRVM, de 33,85 % pour le BRVM 10 et 39,28 % pour le BRVM Composite.

La capitalisation du marché des actions s'est établie à 5 633 milliards de FCFA au 31 décembre et celle du marché des obligations à 1 073 milliards de FCFA.

Ces performances ont permis à la BRVM de se hisser à la sixième place des bourses de notre Continent en termes de capitalisation domestique et de progression générale des indices.

L'année 2013, qui marque le quinzième anniversaire du démarrage effectif des activités des deux Structures Centrales de notre marché, a été riche en événements avec notamment :

1. Le passage à la cotation en continu

Ce saut qualitatif, réalisé le 16 septembre 2013, visait à accroître la liquidité et l'attractivité de la BRVM. La cotation en continu a permis à la BRVM de se rapprocher davantage des standards internationaux.

2. L'organisation de l'Assemblée Générale et de la 17^{ème} Conférence Annuelle de l'African Securities Exchanges Association (ASEA), du 1^{er} au 4 décembre 2013, qui a regroupé plus de 350 participants venus du monde entier.

Réunis du 1^{er} au 4 décembre 2013 à Abidjan, plus de trois cent cinquante (350) participants et éminents experts de la finance internationale ont disséqué le thème de la Conférence : « L'Afrique, des promesses aux réalisations, le rôle clé des marchés de capitaux » et abordé les principales problématiques liées à la relation entre les marchés de capitaux et le développement économique. Cette 17^{ème} Conférence de l'ASEA a permis, de réaffirmer l'importance des bourses dans le développement du continent africain, d'identifier plus clairement les défis à relever et de retenir des approches de solutions. Elle a aussi permis de positionner la BRVM dans le concert des bourses africaines et d'accroître sa visibilité.

3. La mise en place du «West African Capital Market Intégration Council» (WACMIC) qui oeuvre à l'intégration des places boursières (Ghana Stock Exchange, The Nigerian Stock Exchange, Sierra Leone Stock Exchange et la BRVM) de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

L'objectif visé par ce Conseil est de créer un environnement harmonisé sur les plans juridique, opérationnel et technique pour une intégration progressive des marchés des capitaux de la sous-région.

Ces travaux devraient aboutir à l'horizon 2020 à un marché intégré et beaucoup plus large, capable d'attirer davantage de flux d'investissement pour les entreprises locales et internationales.

Toutes ces actions et les résultats obtenus au cours de cette année ont contribué à faire de la BRVM une place boursière qui compte non seulement pour les économies de notre zone, mais aussi dans le concert des bourses et de la finance africaine. Cependant, plusieurs défis restent à relever pour faire de notre Bourse, à l'horizon 2020, un véritable baromètre des économies de notre Union.

Cela passe par des actions majeures à mener dans les prochaines années, à savoir :

1. l'admission à la cote de la BRVM de nouvelles sociétés issues des secteurs de la finance, de la distribution, des télécommunications et de l'industrie à travers les privatisations ou la sortie des Fonds de Private Equity ;
2. l'ouverture d'un troisième compartiment dédié aux PME et aux entreprises à fort potentiel de croissance, moteurs de la croissance dans nos économies ;
3. l'intensification de la promotion du marché par une sensibilisation et une communication axée sur l'accélération de la diffusion de la culture boursière au sein de notre Union.

Relever ces défis requiert un fort engagement de tous les acteurs du Marché Financier Régional dans la mise en oeuvre des actions identifiées. C'est seulement à ce prix que nous ferons de la BRVM, cet outil majeur de financement dans lequel les opérateurs économiques de notre sous-région fondent autant d'espoirs.

Edoh Kossi AMENOUNVE

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BRVM



Siège de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, Abidjan - Côte d'Ivoire

Monsieur Gabriel FAL
Président du Conseil d'Administration
Représentant de la SGI CGF BOURSE

<p>M. Jean Luc BEDIE Représentant de la SGI HUDSON & Cie</p>	<p>M. Djibril SAKHO Représentant de la CRRAE-UMOA</p>
<p>M. René DELAFOSSE Représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Côte d'Ivoire</p>	<p>M. Mamadou SANOGO Représentant de SABU NYUMAN</p>
<p>M. Pascal DJEREKE Représentant de la BNI Finances</p>	<p>M. Franck TAPSOBA Représentant des Etats de l'UMOA</p>
<p>M. Omo-Delé EGUE Représentant de la SGI ACTIBOURSE</p>	<p>M. M'Baye THIAM Représentant de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)</p>
<p>M. Jonathan FIAWOO Représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo</p>	<p>M. Djibrilla Beïdari TOURE Représentant de la SGI NIGER</p>
<p>M. Pierre Atepa GOUDIABY Représentant de ATEPA TECHNOLOGY</p>	



RAPPORT ANNUEL DE LA BRVM

4. Activités du Marché Boursier Régional

4-1. Contexte

La conjoncture économique mondiale a été marquée, au cours de l'année 2013, par un apaisement des tensions sur les marchés financiers sous l'effet des politiques monétaires accommodantes menées par les Banques Centrales, en vue d'améliorer le fonctionnement de ces marchés et de soutenir l'activité économique.

Cependant, l'apparition de nouveaux facteurs de risque liés notamment à la fixation tardive d'un plafond convenable du déficit budgétaire par les élus américains, aux conséquences négatives du poids élevé de la dette publique et au ralentissement économique plus marqué dans les pays émergents, a infléchi le rythme de l'expansion économique mondiale. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI) en octobre 2013, le taux de croissance économique s'établirait à 2,9 % en 2013, en retrait par rapport au taux de 3,6 % initialement prévu et de 3,2 % réalisé en 2012. Cette évolution résulte des trajectoires de croissance divergentes suivies par les différents groupes de pays.

Les pays industrialisés semblent engagés dans une dynamique de reprise économique au regard de l'évolution des indicateurs de conjoncture et des indices de confiance. Ces résultats encourageants sont le fruit des réformes institutionnelles entreprises, des politiques mises en œuvre, notamment les politiques monétaires accommodantes menées par les Banques Centrales ainsi que des programmes de soutien aux investissements dans certains secteurs spécifiques (infrastructures, immobilier, PME/PMI).

La croissance est demeurée toutefois modérée en raison des effets conjugués de la consolidation budgétaire en cours dans de nombreux pays et de la nécessité de replacer, dans certains cas, l'endettement public et celui des ménages sur une trajectoire viable. Les prévisions du FMI indiquent une croissance économique de 1,2 % dans les pays industrialisés pris globalement.

Aux États-Unis, le rythme d'expansion économique ralentirait, en passant de 2,8 % en 2012 à 1,6 % en 2013.

Au Japon, le taux de croissance annuel du PIB se maintiendrait autour de 2,0 % en 2013 comme en 2012.

Dans la Zone euro, malgré le regain d'activité enregistré par de nombreux pays, la croissance économique resterait fragile. Elle se situerait autour de -0,4 % en 2013, après -0,6 % en 2012. Par ailleurs, la faiblesse de la croissance économique n'a pas permis une inversion de la courbe du chômage dans les pays concernés.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance serait nettement inférieure aux prévisions. Elle se chiffrerait à 4,5 % en 2013 contre 6,2 % et 4,9 % respectivement en 2011 et 2012. Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) enregistreraient la plus forte décélération de croissance. Ces contre-performances résultent, entre autres, d'une progression moindre des exportations, du fait du contexte économique difficile dans les pays industrialisés, de la baisse des cours mondiaux des produits de base, d'un climat d'investissement plus morose, des contraintes de capacités d'offre de facteurs de production ou d'un durcissement des conditions de financement. La croissance économique serait moins forte en Chine, en Russie et en Afrique du Sud, en ressortant respectivement à 7,6 %, 1,5 % et 2,0 % en 2013 contre 7,7 %, 3,4 % et 2,5 % en 2012. En revanche, le PIB du Brésil et de l'Inde progresserait à un rythme plus élevé

en 2013, la croissance étant attendue à 2,5 % après 0,9 % en 2012 au Brésil et à 3,8 % après 3,2 % en 2012 en Inde.

L'Afrique subsaharienne semble avoir mieux résisté aux impacts d'un environnement externe moins porteur. Le FMI table sur une croissance de 5,0 % en 2013 contre 5,3 % initialement prévue. La demande d'investissements relativement forte dans les infrastructures et l'exploitation des ressources naturelles continuent de sous-tendre ces bonnes performances économiques.

Les États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) ont continué en 2013 de faire face à un contexte international et régional peu favorable. Toutefois, ils ont fait preuve d'une résilience en maintenant leur croissance économique à un rythme relativement soutenu. Selon les dernières estimations, le Produit Intérieur Brut (PIB) en volume est attendu en hausse de 6,0 %. Cette performance est imputable à l'accroissement de la production agricole dans la plupart des États, au regain d'activité dans le secteur manufacturier ainsi que dans les bâtiments et travaux publics.

La croissance économique de l'Union aurait pu être meilleure si certaines économies de la zone n'avaient pas subi les effets d'une fin de campagne agricole difficile (Niger) et connu un ralentissement de leur production minière, en raison de problèmes techniques (phosphates et uranium respectivement au Sénégal et au Niger), des impacts de la chute des cours mondiaux sur les investissements (or au Mali et au Burkina) et de l'insécurité dans le Sahel (Mali et Niger).

S'agissant du commerce international, la reprise des échanges mondiaux est restée modérée avec une progression de 2,9 % en 2013 contre 2,7 % un an plus tôt. Cette situation découle de la faiblesse persistante de l'activité en Europe, qui continue de freiner la reprise de la demande d'importation des pays industrialisés, avec pour conséquence un net ralentissement des exportations des pays en développement. Ces exportations progresseraient de 3,5 % en 2013 contre 6,8 % et 4,8 % respectivement en 2011 et 2012.

Les cours des produits de base ont, dans l'ensemble, poursuivi leur tendance baissière, en raison de l'atonie de la demande des grands pays émergents.

En glissement annuel à fin novembre 2013, l'indice des prix des produits alimentaires calculé par le FMI a reculé de 5,7 %. Celui des métaux s'est replié de 2,3 %. En revanche, l'indice des prix des produits énergétiques a légèrement progressé (+0,7 %) au cours de la période sous revue, en relation avec le regain progressif d'activité dans les pays industrialisés.

Les cours des matières premières exportées par l'Union, dominées par les produits agricoles et miniers, ont pour la plupart enregistré de fortes baisses.

En moyenne sur l'ensemble de l'année 2013, les cours mondiaux de ces produits ont reculé de 27,9 % pour la noix de cajou, 22,7 % pour le caoutchouc, 19,1 % pour l'huile de palmiste, 14,0 % pour l'huile de palme et 8,2 % pour le café.

Le cours de l'or a également baissé de 15,5 %, en raison du reflux de la demande mondiale consécutive aux mesures coercitives prises par les Autorités indiennes pour limiter les importations d'or, afin de réduire le déficit du compte courant de la balance des paiements du pays.

L'orientation baissière des prix mondiaux de l'or s'explique également par le regain d'intérêt des investisseurs pour les actifs financiers libellés en dollars américains, dont ils anticipent une augmentation des rémunérations en cas d'arrêt par la Réserve Fédérale Américaine (FED) de sa politique monétaire accommodante.

En revanche, les cours du coton et du cacao se sont renforcés, respectivement de 5,3 % et 1,9 %, au cours de l'année 2013. Dans un contexte de tassement de la demande mondiale et d'inflexion des cours des principales matières premières, les pressions inflationnistes se sont globalement estompées. Selon les prévisions du FMI, le taux d'inflation ressortirait en moyenne à 1,4 % en 2013 dans les pays industrialisés, après 2,0 % un an plus tôt. Dans les pays émergents et en développement, il atteindrait 6,2 % en 2013 contre 6,1 % en 2012 et 7,1 % en 2011.

En ce qui concerne la politique monétaire, en l'absence de tensions inflationnistes, les Banques Centrales des principaux pays industrialisés ont maintenu les mesures visant à soutenir les efforts de relance vigoureuse de la croissance et d'amélioration de la situation du chômage.

À cet égard, la Réserve Fédérale Américaine (FED), après avoir annoncé quelques semaines plus tôt une réduction progressive de son programme de rachat d'actifs dès la fin de l'année 2013, a décidé, le 18 septembre 2013, de maintenir inchangée sa politique en la matière. Elle a, en outre, maintenu le statu quo sur ses taux d'intérêt.

Dans un contexte d'anticipation d'une longue période de baisse de l'inflation dans la Zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a décidé, le 7 novembre 2013, de baisser de 25 points de base ses taux directeurs restés inchangés depuis le 2 mai 2013. Cette décision vise surtout à lutter contre les risques de déflation. Le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement a été ramené de 0,50 % à 0,25 %, le taux de prêt marginal de 1,00 % à 0,75 % et celui de la facilité de dépôt demeure inchangé à 0 %. En outre, la BCE a prolongé jusqu'à la mi-2015, la durée de fourniture illimitée de liquidités aux banques par le canal de ses opérations principales de refinancement selon les maturités à une semaine, à un mois et à trois mois.

En revanche, dans les pays émergents, les tensions inflationnistes ont conduit certaines banques centrales à relever leur taux d'intérêt. Ainsi, la Reserve Bank of India a augmenté de 25 points de base son principal taux directeur le 20 septembre puis le 29 octobre 2013 pour le porter à 7,75 %. La Banque Centrale du Brésil a également été amenée à augmenter à six reprises son taux directeur depuis le mois d'avril 2013, en le faisant passer de 7,25 % à 10,0 % à compter du 27 novembre 2013.

Sur le marché des changes, l'euro s'est apprécié par rapport aux principales devises au cours de l'année 2013, à la faveur de la reprise progressive de l'activité au sein de la Zone euro. Le cours de la monnaie unique européenne est passé, en moyenne de 1,2848 dollar en 2012 à 1,3281 dollar en 2013, soit une hausse de 3,4 %. Vis-à-vis du yen, de la livre sterling et du yuan, l'euro a respectivement progressé de 26,5 %, 4,7 % et de 0,7 % sur la même période.

Au sein de l'UEMOA, afin de conforter les conditions d'un financement approprié de l'activité économique et bénéficiant d'un environnement de faible inflation, la BCEAO a poursuivi, à l'instar des autres banques centrales, une politique monétaire accommodante durant l'année 2013. C'est ainsi que, le Comité de Politique Monétaire (CPM), a baissé de 25 points de base, les taux directeurs de la Banque Centrale en mars puis en septembre 2013.

Cette mesure a porté le principal taux directeur de la BCEAO, à savoir le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité à 2,5 %, niveau le plus bas, historiquement atteint dans l'Union. Cette mesure s'est traduite par une détente des taux sur les marchés monétaires et de la dette publique ainsi que sur le coût du crédit bancaire.

S'agissant des marchés en 2013, les principales places financières mondiales ont affiché de très belles performances.

La plus spectaculaire a été enregistrée au Japon. Le 30 décembre, le Nikkei, indice regroupant les 225 plus grosses capitalisations de la Bourse de Tokyo, clôturait à 16 291 points contre 10 395 points un an auparavant, soit une progression de 57 %.

À Wall Street, le bilan de l'année 2013 a été tout aussi positif. Le Dow Jones, indice phare de la place new-yorkaise, a progressé de 26 %, une performance annuelle inégalée depuis 1996.

En Europe, les marchés financiers ont également terminé l'année sur une note positive. En effet, le Footsie à Londres a enregistré un gain annuel de 14,5 % lorsque, le 30 décembre 2013, le CAC 40 clôturait à 4 275 points contre 3 620 un an auparavant, soit une hausse de 18 %. Une telle progression n'avait pas été observée depuis 2009 (+22,3 %). Dans le détail, 36 des 40 valeurs composant l'indice phare de la place parisienne ont terminé l'année dans le vert et plus de la moitié ont enregistré une progression de plus de 40 % de leurs cours.

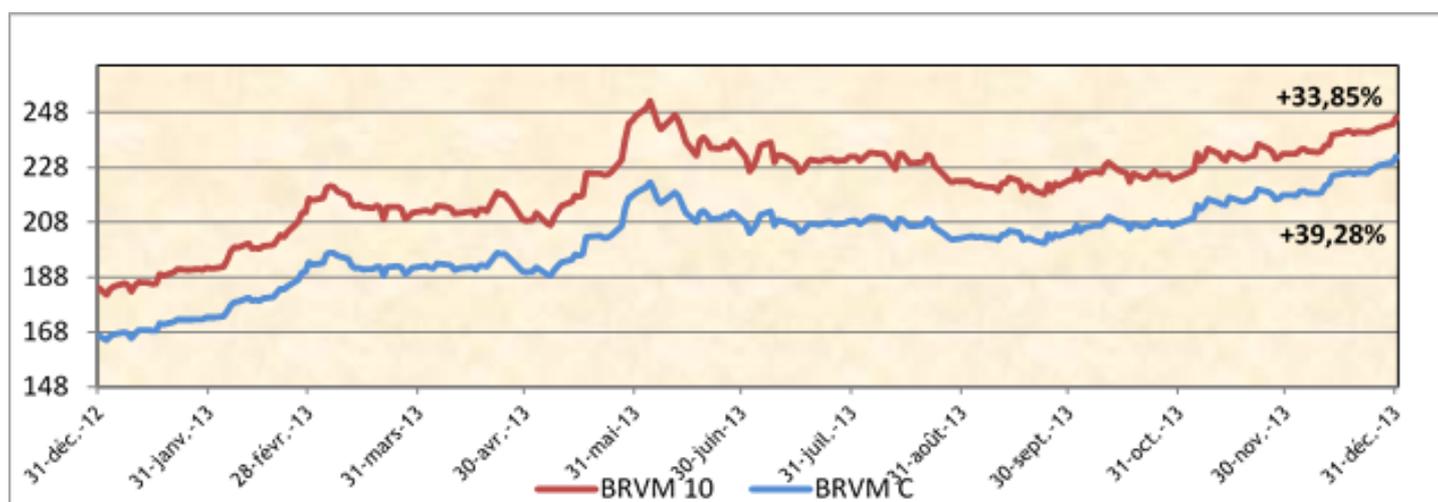
Selon certains observateurs, ces performances ont été favorisées par des politiques monétaires accommodantes (faibles taux d'intérêts et injection massive de liquidités dans l'économie réelle) pratiquées notamment, aux États-Unis et au Japon. L'inflation a affiché une tendance baissière durant l'année 2013. En glissement annuel, le taux d'inflation de l'Union est passé de 2,8 % en décembre 2012 à 1,1 % en septembre 2013. La décrie notable des prix des céréales locales, combinée à la baisse du coût des carburants dans certains États, est à l'origine de cette décélération. Par rapport à décembre 2012, le niveau général des prix est attendu en hausse de 0,7 % en décembre 2013. La dispersion entre les taux d'inflation des différents pays de l'Union s'est réduite en 2013, l'écart-type des taux d'inflation ressortant à 1,2 point contre 1,9 point un an plus tôt. Les taux d'inflation seraient inférieurs à 1,4 % dans l'ensemble des pays à l'exception du Sénégal qui enregistrerait une hausse des prix de l'ordre de 1,8 %, en glissement annuel, en décembre 2013. Par ailleurs, les taux d'inflation seraient négatifs au Bénin (-2,0 %) et au Burkina (-0,4 %), du fait de l'effet de base positif et de la décrie des prix des produits alimentaires.

4-2. Evolution des indices

En 2013, le marché boursier régional a été essentiellement orienté à la hausse. L'indice BRVM 10 a progressé de 33,85 % en passant de 184,04 points, le 31 décembre 2012, à 246,34 points le 31 décembre 2013. L'indice BRVM Composite pour sa part, a gagné 39,28 % à 232,02 points au 31 décembre 2013 contre 166,58 points au 31 décembre 2012.

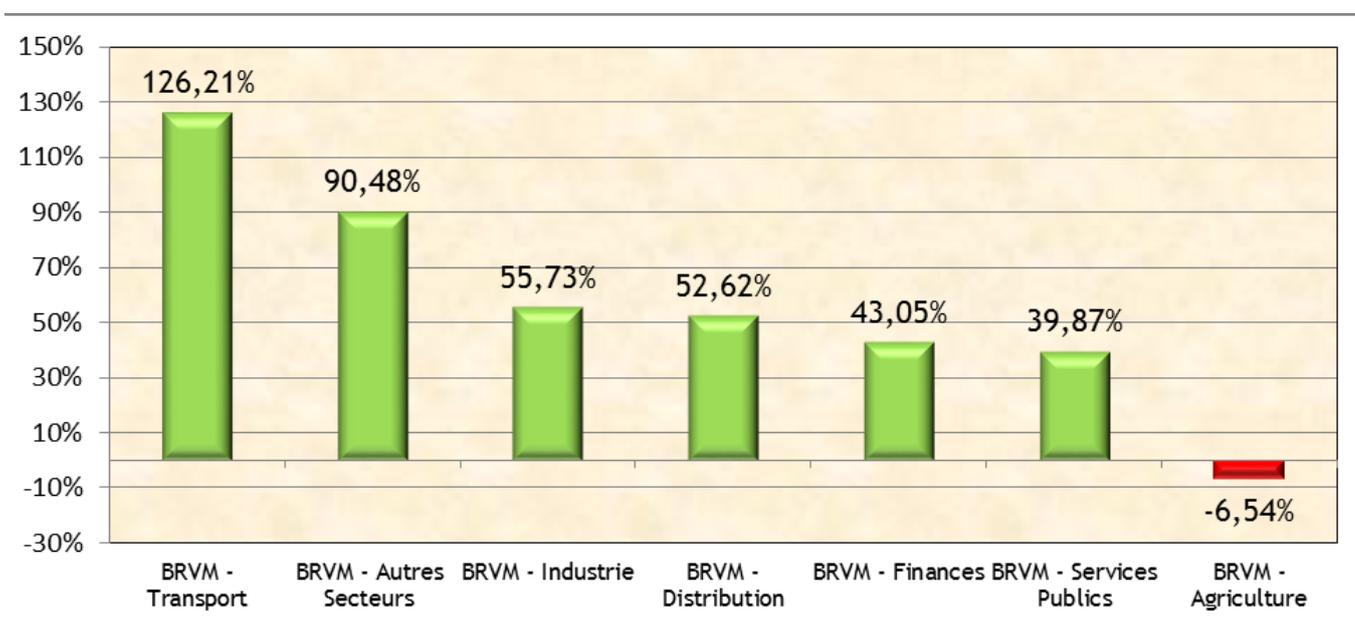
Pour rappel, les indices avaient terminé l'année 2012 en hausses respectives de 16,12 % et 19,95 % pour le BRVM10 et le BRVM Composite.

Graphique 1 : Évolution des principaux indices en 2013



Au niveau des indices sectoriels, au cours de l'exercice écoulé, six (6) indices sectoriels sur les sept (7) que comporte la BRVM se sont orientés à la hausse à l'instar de la tendance générale du marché.

Graphique 2 : Évolution des indices sectoriels en 2013



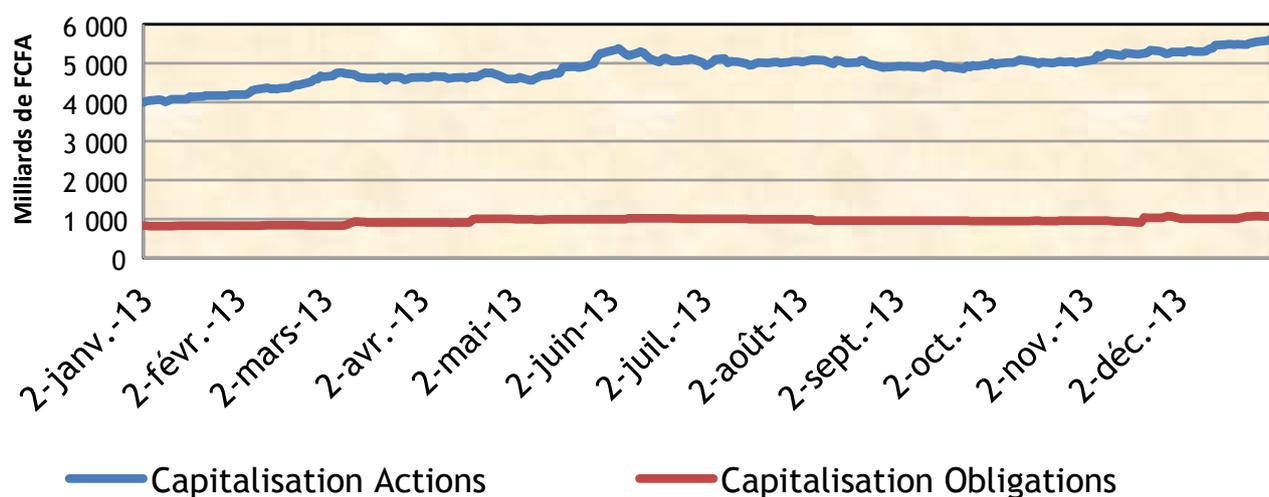
Ainsi, l'indice BRVM-Transport a été le premier levier de cette progression du marché en passant de 348,78 points le 31 décembre 2012 à 788,99 points le 31 décembre 2013, soit un gain de 126,21 %. Il est suivi de l'indice BRVM-Autres Secteurs qui a gagné 90,48 %. Les indices BRVM-Industrie, BRVM-Distribution, BRVM-Finances et BRVM-Services Publics ont enregistré des hausses respectives de 55,73 %, 52,62 %, 43,05 % et 39,87 %. Quant à l'indice BRVM-Agriculture, il a perdu 6,54 % à 372,85 points.

4.3 Capitalisation boursière

La capitalisation boursière du marché des actions s'est chiffrée à 5 633,47 milliards de FCFA, au 31 décembre 2013, enregistrant une hausse de 39,74 % par rapport à son niveau de fin décembre 2012. Cette progression s'explique par des hausses de cours et par deux opérations d'augmentation de capital (émissions additionnelles).

La capitalisation boursière du compartiment des obligations s'est élevée à 1 072,78 milliards de FCFA contre 831,81 milliards de FCFA au 31 décembre 2012, soit un gain de 28,97 %. Une progression qui se justifie par les introductions enregistrées au cours de la période sous revue.

Graphique 3 : Capitalisations Actions et Obligations en 2013



4.4 Transactions sur le marché

Durant l'année 2013, le marché a enregistré 159,32 milliards de FCFA de transactions pour 63 133 745 titres échangés (sans les Transactions Sur Dossier et sans les coupons courus).

Pour rappel, l'année 2012 a affiché 106 milliards de FCFA de transactions pour 39 382 017 titres échangés (sans les Transactions Sur Dossier et sans les coupons courus), soit des progressions de 50,31 % en valeur et 60,31 % en volume au 31 décembre 2013.

➤ Achetés / Vendus (Transaction de blocs)

Sur l'ensemble de l'année 2013, aucune transaction de bloc n'a été enregistrée sur le marché.

➤ Transactions sur dossier

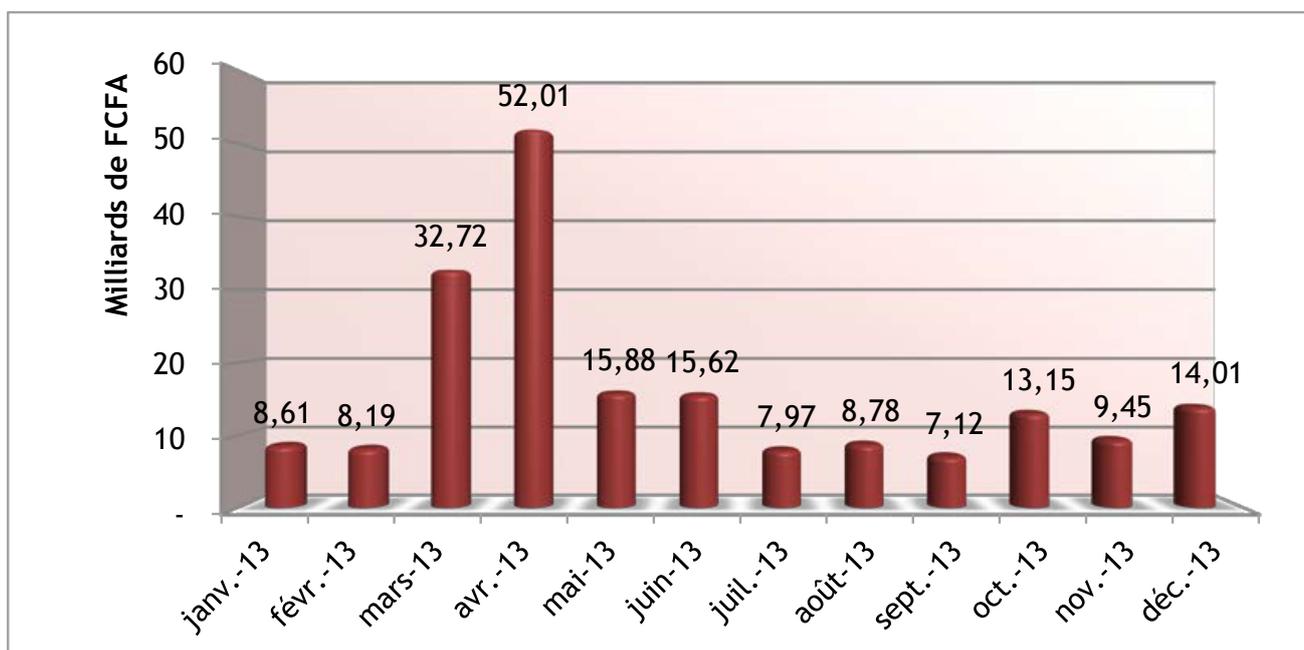
Sur l'ensemble de la période sous revue, la valeur des transactions sur dossier s'élève à 34,17 milliards de FCFA (sans coupons courus) avec 91 transactions.

Année	Volume échangé	Nombre d'opérations par Transactions sur Dossiers	Valeur échangée (F CFA)
2013	2 530 914	91	34 174 208 413
2012	1 532 723	67	39 838 015 875

Au total, le montant global (tous types de transactions) est de 193,50 milliards de FCFA pour un volume de 65 664 659 titres échangés, entre le 2 janvier et le 31 décembre 2013 contre 145,84 milliards de FCFA pour 40 914 740 titres échangés sur l'ensemble de l'année 2012, soit des progressions de 32,68 % en valeur et 60,49 % en volume.

L'évolution mensuelle de la valeur totale des transactions se présente comme suit :

Graphique 4 : Évolution tous types de transactions en 2013



4.5 Nouvelles admissions

➤ Obligations

Au cours de l'année 2013, onze (11) nouvelles introductions à la cote ont été enregistrées sur le marché obligataire pour un montant total de 437,77 milliards de FCFA :

Date d'introduction	Dénomination	Symbole	Valeur nominale	Montant de l'emprunt à l'émission FCFA
11-févr. -13	BHB 6,25 % 2012 - 2017	BHB.O1	10 000	2 000 000 000
11-févr. -13	BOA BURKINA FASO 6,25 % 2012 - 2017	BOABF.O3	10 000	4 000 000 000
11-févr. -13	BOA CÔTE D'IVOIRE 6,25 % 2012 - 2017	BOACI.O2	10 000	4 000 000 000
11-févr. -13	BOA NIGER 6,25 % 2012 - 2017	BOAN.O2	10 000	2 000 000 000
11-févr. -13	BOA SENEGAL 6,50 % 2012 - 2017	BOAS.O2	10 000	2 000 000 000
11-mars-13	TPCI 6,50 % 2012 - 2017	TPCI.O13	10 000	93 682 840 000
18-avr. -13	ETAT DU SENEGAL 6,70 % 2012 - 2019	EOS.O4	10 000	88 103 000 000
7-juin -13	CRRH-UEMOA 6,10 % 2012-2024	CRRH.O2	10 000	19 161 500 000
20-nov.-13	TPCI 6 % 2013-2016	TPCI.O14	10 000	120 880 610 000
27-nov.-13	SIFCA 6,90 % 2013-2021	SIFC.O1	10 000	35 000 000 000
23-déc. -13	ETAT DU SENEGAL 6,50 % 2013 - 2023	EOS.O5	10 000	66 937 180 000
Total				437 765 130 000

➤ Actions

Deux (2) émissions additionnelles ont été effectuées sur le marché des actions durant la période sous revue pour un montant total de 16,55 milliards de FCFA :

Date	Émetteur	Actions nouvelles	Opérations	Montants à l'introduction en FCFA
30/07/13	BOA BF	200 000	Augmentation de capital par incorporation de réserves libres et émission d'actions nouvelles gratuites	14 300 000 000
06/12/13	BOA Niger	50 000	Augmentation de capital en numéraires par OPV	2 250 000 000
Total		250 000		16 550 000 000

Par ailleurs, la BRVM a procédé avec succès au fractionnement des actions de l'Office National des Télécommunications du Burkina Faso (ONATEL) à raison de dix (10) actions nouvelles pour une (1) action ancienne, le 29 novembre 2013. Cette opération a fait passer le nombre de titres de la société de 3 400 000 à 34 000 000 actions.

4.6 Radiations de la cote

➤ Obligations

Cinq (5) emprunts arrivés à maturité ont été radiés au cours de la période sous revue, pour un montant total de 78,40 milliards de FCFA.

Symbole	Dénomination	Date de radiation	Montant à la radiation FCFA
BOAD.010	BOAD 4,75 % 2006 - 2012	07-févr. -13	3 491 680 000
BIDC.O1	BIDC 5,60 % 2006 - 2013	11-août-13	4 828 760 000
CLTB.O2	CELTEL BURKINA FASO 6,35 % 2007 - 2013	17-août-13	1 608 750 000
TPCI.O9	TPCI 6.25 % 2010 - 2013	30-nov. -13	64 752 224 130
BOAD.O7	BOAD 5 % 2005-2013	28-déc. -13	3 719 080 000
Total			78 400 494 130

➤ Actions

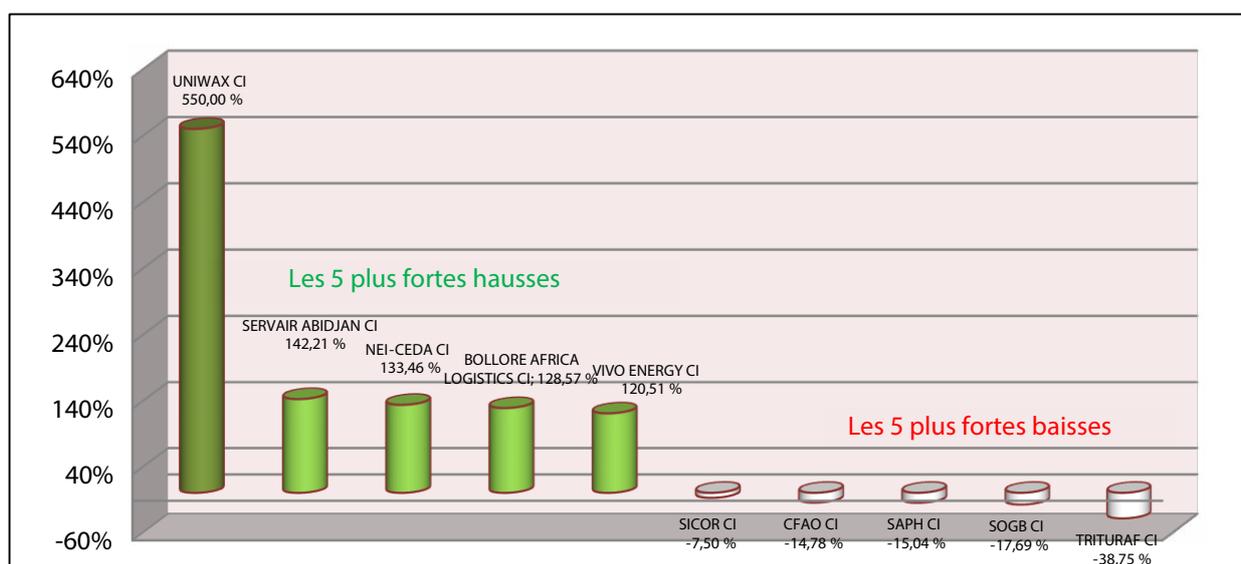
Aucune société n'a été radiée de la cote de la BRVM durant l'année 2013. La radiation de TRITURAF, société en liquidation, prévue pour le 27 novembre a été différée à la demande du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF).

4.7 Performance des titres

Au 31 décembre 2013, le titre UNIWAX CI enregistre la plus forte hausse depuis le début de l'année avec une progression de 550 % à 39 000 FCFA. Au second rang, SERVAIR ABIDJAN CI progresse de 142,21 % à 23 010 FCFA. En troisième position, NEI-CEDA CI, affiche une hausse de 133,46 % à 6 000 FCFA. L'action BOLLORE AFRICA LOGISTICS CI occupe la quatrième place en gagnant 128,57 % à 160 000 FCFA et enfin à la cinquième place, le titre VIVO ENERGY CI enregistre une hausse de 120,51 % à 60 200 FCFA.

En revanche, au cours de la même période, TRITURAF CI - Société en liquidation - enregistre la plus forte baisse (-38,75 % à 490 FCFA), suivie par SOGB CI (-17,69 % à 53 500 FCFA), SAPH CI (-15,04 % à 33 900 FCFA), CFAO CI (-14,78 % à 39 200 FCFA), et enfin SICOR CI (-7,50 % à 3 330 FCFA).

Graphique 5 : Performances des titres en 2013

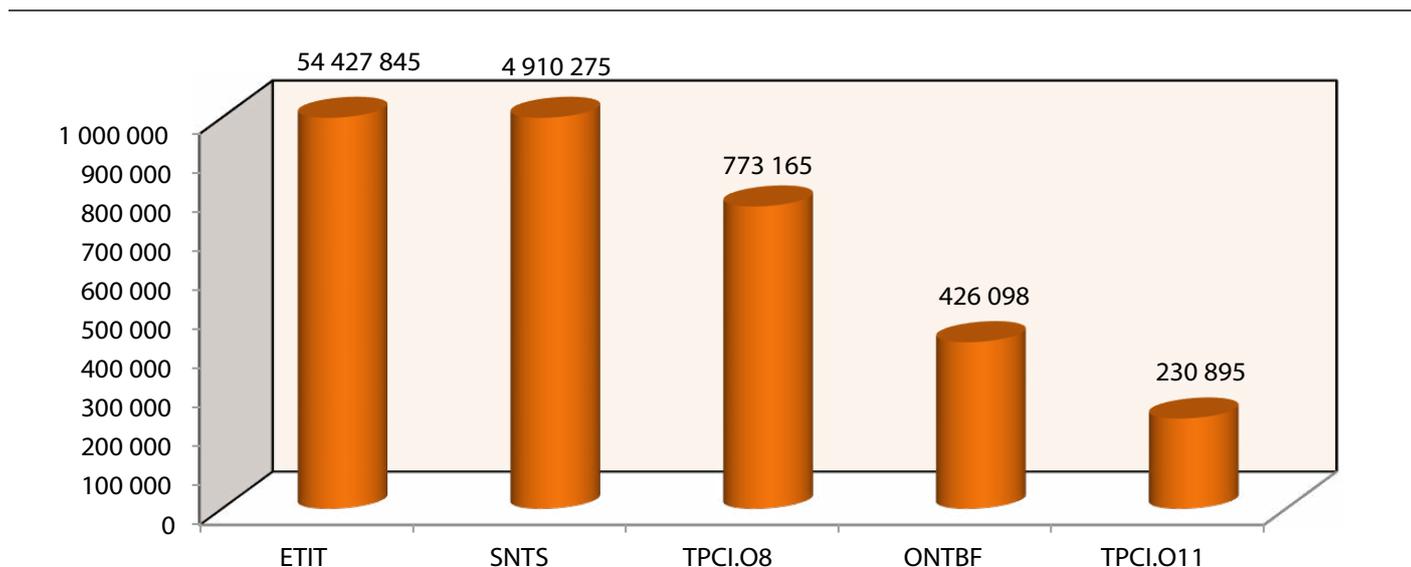


4.8 Performances volumes / valeurs

Les cinq titres les plus actifs sur la période observée sont les suivants :

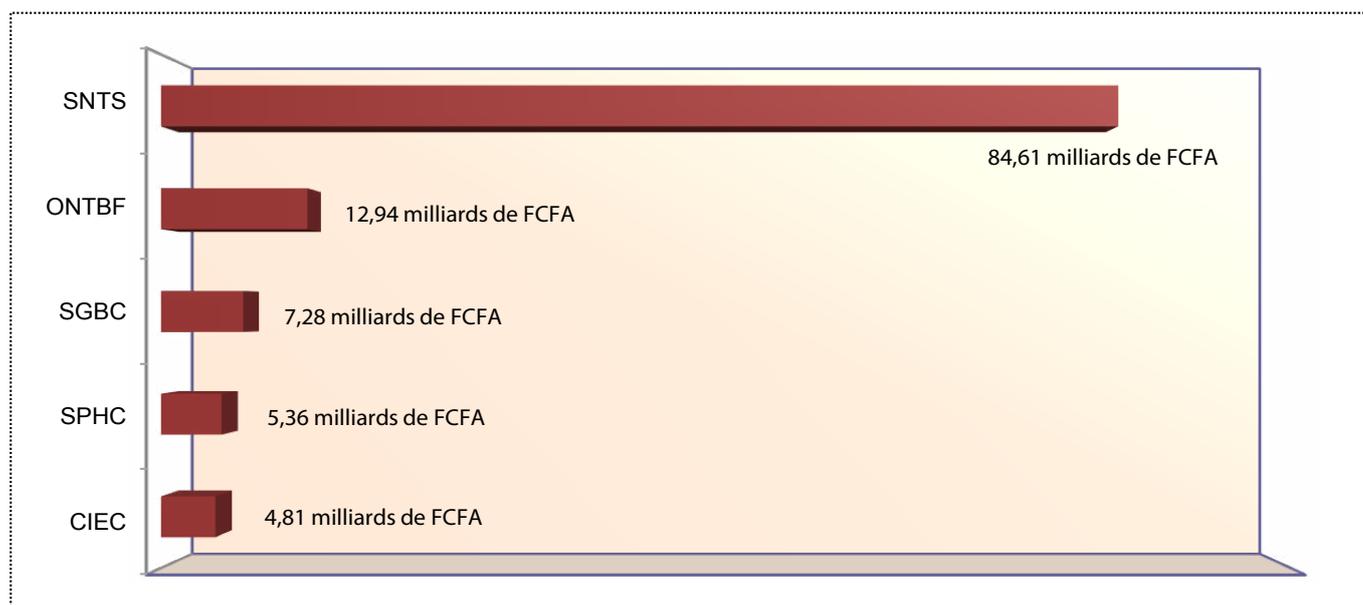
- ✓ En volume, ETI TG (54 427 845 actions échangées), SONATEL SN (4 910 275 actions échangées), TPCI 6,95 % 2009-2014 (773 165 obligations échangées), ONATEL BF (426 098 actions échangées) et TPCI 6,50 % 2011-2016 (230 895 obligations échangées).

Graphique 6 : Titres les plus actifs en volume en 2013



- ✓ En valeur, SONATEL SN (84,61 milliards de FCFA), ONATEL BF (12,94 milliards de FCFA), SGB CI (7,28 milliards de FCFA), SAPH CI (5,36 milliards de FCFA) et CIE CI (4,81 milliards de FCFA).

Graphique 7 : Titres les plus actifs en valeur en 2013



5. ACTIVITES DE LA BRVM

En 2013, les actions réalisées par la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) se sont articulées autour des principaux axes suivants : l'amélioration de la gouvernance d'entreprise, l'amélioration de la gestion de la cote, la sécurisation et l'optimisation des systèmes d'information, le développement et la promotion du marché, le développement du capital humain, l'amélioration du cadre de vie et l'amélioration du contrôle interne.

5.1 Amélioration de la gouvernance d'entreprise

Plusieurs actions ont été initiées en fin 2012 et en 2013. Il s'agit notamment de la séparation des différentes fonctions de comptabilité, de conformité, d'audit et de contrôle.

Durant l'année 2013, le Conseil d'Administration, composé de 12 membres, s'est réuni à quatre reprises à Abidjan en Côte d'Ivoire : 31 janvier, 2 mai, 18 septembre et 28 novembre 2013.

Le Comité d'Audit s'est réuni à deux reprises en 2013 : 29 avril 2013 à Abidjan (Côte d'Ivoire) et 25 octobre 2013 à Lomé (Togo).

Le Comité Stratégie et Développement s'est réuni le 15 juillet 2013 à Dakar (Sénégal).

5.2 Amélioration de la gestion de la cote

Afin de dynamiser la cote et améliorer la liquidité du marché, plusieurs mesures ont été prises en 2013 :

5.2.1 **Passage à la cotation en continu**

Après 15 années de cotation au «fixing», la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est passée, le 16 septembre 2013, à la cotation en continu pour l'ensemble de ses valeurs. Ce mode de cotation, qui constitue une importante innovation pour le marché boursier régional, a conduit à des changements tant réglementaires qu'opérationnels.

5.2.2 **Renforcement du dispositif de surveillance du marché**

Dans le cadre du passage à la cotation en continu, la BRVM a mené des réflexions approfondies sur le renforcement de la surveillance du marché. Ainsi, des alertes ont été définies pour le nouveau dispositif de surveillance du marché mis en place. Ce dispositif doit se consolider et prendre en compte la détection et la prévention des abus de marché.

5.2.3 **Mise en œuvre du fractionnement des titres**

Les cours élevés de certains titres sur le marché les rendent inaccessibles à la plupart des investisseurs du marché boursier régional. Pour ce faire, une étude a été réalisée en juillet 2013 sur le fractionnement des titres. Par ailleurs, des courriers ont été adressés aux émetteurs pour les encourager à fractionner leurs titres afin de les rendre plus liquides.

Le 29 novembre 2013, la BRVM a procédé avec succès au fractionnement des actions de la société ONATEL BF à raison de dix (10) actions nouvelles pour une (1) action ancienne.

5.2.4 Mise en place d'un nouveau format du Bulletin Officiel de la Cote

Un nouveau format du Bulletin Officiel de la Cote a été mis en place le 16 septembre 2013, à l'occasion de la cérémonie marquant le passage à la cotation en continu et le quinzième anniversaire du démarrage des activités de la BRVM.

5.2.5 Mise en place d'un nouveau format de la revue trimestrielle

La revue trimestrielle a adopté un format plus réduit et est distribuée gratuitement. La première version a été produite au cours du deuxième trimestre 2013.

Sa mise en ligne sur le site de la BRVM se fera au cours de l'année 2014.

5.3 Sécurisation et optimisation des Systèmes d'Information

Le développement et la sécurisation des Systèmes d'Information ont toujours été au cœur des préoccupations de la BRVM. Plusieurs projets ont été initiés et/ou poursuivis en 2013.

5.3.1 Sécurisation des systèmes d'information

Dans le cadre de la sécurisation des systèmes d'information, un document de politique de sécurité a été élaboré et signé le 1er octobre 2011 par le Directeur Général.

Le déploiement progressif de la politique de sécurité a été poursuivi en 2013 dans le but de protéger les actifs informationnels et assurer la continuité des activités de la BRVM.

5.3.2 Consolidation et renforcement du dispositif du Plan de Continuité des Activités

Le dispositif du Plan de Continuité des Activités, mis en place à Bamako durant la crise socio politique de 2011 de la Côte d'Ivoire, a été renforcé en juin 2012 par la mise en place d'équipements de sécurité supplémentaires (Firewall, etc.), la mise en place de serveurs dédiés et la mise en place d'un canal sécurisé de transmission de données (VPN Site à Site) avec le Siège.

Par ailleurs, la réplication, en temps réel, des données de bourse et du dépositaire entre le Siège et le site de secours de Bamako afin de permettre une reprise à chaud des activités de cotation et de règlement/livraison a été mis en œuvre. Enfin, la réplication périodique des données des directions et services de la BRVM a été également mise en œuvre.

5.3.3 Mise en place d'un outil de diffusion des cours boursiers

Un écran de diffusion des cours de bourse a été configuré et installé, le 16 septembre 2013, sur le frontal du bâtiment abritant le Siège de la BRVM à Abidjan, à l'occasion du passage à la cotation en continu.

5.3.4 Mise en place de la Voix sur IP

La mise en place de la voix sur IP, démarrée en 2012, s'est poursuivie en 2013. Cette infrastructure, qui se compose essentiellement d'un réseau informatique et d'un Réseau Téléphonique Commuté, permet à la BRVM de rendre son système de télécommunication plus efficace et de réduire également les coûts y relatifs.

5.3.5 Mise en place d'un système de diffusion des informations Grand Public

Au cours de l'année 2013, un système de diffusion des informations du marché a été développé sous la forme d'un site Web pour permettre, la diffusion en temps réel ou en temps différé (suivant l'abonnement souscrit), sur des télévisions intelligentes (Smart TV), des informations du marché boursier régional.

5.3.6 Mise en place de l'interface de saisie des ordres pour les SGI

Dans le cadre du développement de ses activités, la BRVM a mis à la disposition des SGI une interface (FIX Gateway) pour leur permettre de raccorder leur système informatique au système informatique de la BRVM afin de leur permettre, dans un premier temps, d'éviter les ressaisies des ordres de leurs clients et, dans un second temps, d'offrir des services de bourse en ligne pour leurs clients.

Cette interface étant disponible depuis la mise en place du logiciel de cotation Quick Trade en 2012, les spécifications et la documentation ont été transmises à toutes les SGI.

5.3.7 Revue du site Web de la BRVM

Le site Web de la BRVM a été revu en 2013 pour mettre en place deux nouvelles rubriques :

- Une rubrique « Education des investisseurs » destinée à mettre à la disposition des investisseurs un espace sur le site web pour leur permettre d'avoir toutes les informations nécessaires sur la bourse. Cet espace a remplacé la rubrique « Ecole de la bourse » sur le site actuel ;
- Une rubrique « Espace Media » destinée à mettre à la disposition des médias des informations sur la BRVM. Cet espace a remplacé la rubrique « Espace documentation » sur le site actuel.

Une bannière d'affichage des cours et indices en temps réel a été également mise en place sur le site web.

5.4 Développement et promotion du marché

Les actions de développement et de promotion du marché, initiées en fin 2012, se sont intensifiées en 2013.

5.4.1 Organisation de l'ASEA

Dans le cadre de la promotion et du repositionnement de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) dans le concert des bourses africaines et mondiales, et dans l'optique d'accroître sa visibilité régionale et internationale, la BRVM a organisé, pour la première fois de son histoire, du 1^{er} au 4 décembre 2013 à Abidjan en Côte d'Ivoire, l'Assemblée Générale (17^{ème} session) et la Conférence annuelle de l'African Securities Exchanges Association (ASEA).

Cette édition, placée sous le Haut Patronage de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Alassane OUATTARA et en présence de son Excellence Monsieur Daniel Kablan DUNCAN, Premier Ministre, a eu pour thème une question majeure de l'avenir économique du continent, s'adressant tant aux acteurs économiques africains qu'aux investisseurs internationaux : « L'Afrique : des promesses aux réalisations, le rôle clé des marchés de capitaux ».

Pendant quatre (4) jours, l'événement a mobilisé trois cent cinquante (350) participants avec plus de 40 pays représentés, vingt-cinq (25) sponsors et six (6) partenaires. Huit (8) panels ont été organisés avec trente-sept (37) intervenants et modérateurs. Il a été noté, quinze (15) stands

dressés, deux (2) conférences de presse et une présence effective des plus grands médias représentés par 73 journalistes.

Après des éditions réussies au Caire (2012) et particulièrement à Marrakech (2011), la 17^{ème} Conférence annuelle de l'ASEA constituait une occasion unique pour la BRVM de démontrer aux acteurs financiers internationaux sa capacité à organiser un évènement de premier plan à Abidjan et de promouvoir la BRVM au titre des bourses qui comptent en Afrique.

5.4.2 Amélioration de la culture boursière

Dans l'optique d'améliorer et renforcer la culture boursière dans l'Union, la BRVM a initié plusieurs actions parmi lesquelles :

- le développement de partenariats avec les Universités et les Ecoles de commerce de l'UEMOA par la mise place d'un cadre formel de partenariat. Ce partenariat se matérialise notamment par la mise en place de salles de marché. A fin 2013, un accord de partenariat a été signé avec l'Institut Africain de Management (IAM) de Dakar ;
- la création de clubs d'investissement dans l'UEMOA avec six (6) clubs d'investissement créés pour un montant des actifs de 293 millions de FCFA ;
- le renforcement du dispositif de formation du grand public, à travers une meilleure implication des Antennes Nationales de Bourse (ANB) qui ont dispensé trois modules de formation dans chaque pays. Ainsi, 105 auditeurs ont été formés et 68 ont passé avec succès les tests d'évaluation de compétences ;
- la mise en ligne sur le site Web de la BRVM d'une rubrique « Éducation des investisseurs » pour la formation du public, notamment les investisseurs.

5.4.3 Organisation de rencontres avec les acteurs du marché

Plusieurs rencontres se sont tenues avec les acteurs du marché, les Comités de privatisation et les Fonds d'Investissement. C'est ainsi que, dans le cadre des actions visant l'amélioration des relations avec leurs partenaires, les Structures Centrales ont reçu, à leur Siège, les acteurs du Marché Financier Régional : l'Association des Actionnaires des Sociétés Cotées (AASCOT) ; le Club des Sociétés Cotées ; les SGI et l'APSGI ; les BTCC ; les SGO et l'ASGOP.

Par ailleurs, afin de sensibiliser les États à se désengager des entreprises publiques par le biais du marché dans l'optique d'une meilleure valorisation tout en favorisant le développement de l'actionnariat populaire, la BRVM a organisé des rencontres (journées d'études) à son Siège avec les Organes en charge des privatisations des pays de l'UEMOA (hors Bénin et Guinée-Bissau).

Enfin, eu égard à l'importance des Fonds d'Investissement dans le développement des marchés boursiers (30 % en moyenne des IPO), la BRVM a entrepris des actions vis-à-vis de ces Fonds en soumettant des projets de protocoles d'accord (MOU) à cinq Fonds : ADVANCED FINANCE & INVESTMENT GROUP (AFIG FUNDS) ; ABRAAJ GROUP ; EMERGING CAPITAL PARTNERS (ECP) ; CAURIS MANAGEMENT et PHOENIX CAPITAL MANAGEMENT (PCM).

5.4.4 Adhésion aux associations internationales

La BRVM a souhaité marquer une présence plus active au sein des différentes associations et fédérations internationales par l'adhésion et la participation aux différentes rencontres annuelles organisées par ces instances.

5.4.5 Participation aux rencontres internationales

La BRVM a participé à plus d'une cinquantaine de réunions, rencontres et/ou séminaires dans le cadre des activités de développement et de promotion du marché notamment les rencontres du West African Capital Market Integration Council (WACMIC) dans le cadre du projet d'intégration des marchés boursiers de la CEDEAO, la conférence sur la dette privée au Maroc, Enjeux et Perspectives (Casablanca), les Assemblées Annuelles de la BAD (Marrakech) et enfin l'AI CEO Institutional Summit à New York au cours duquel la BRVM a animé le panel relatif au climat des marchés de capitaux africains.

Par ailleurs, la BRVM a effectué des visites des bourses de Johannesburg et de Casablanca, sanctionnées par la signature de MOU (conventions de partenariat).

Plusieurs évènements de proximité ont été également organisés par la BRVM en 2013 notamment la première édition de l'AfterWork organisé le 3 avril 2013. Elle a été l'occasion de faire connaître davantage la BRVM aux chefs d'entreprise de certaines PME de la place. Une trentaine de Directeurs Généraux y ont pris part.

5.4.6 Visibilité sur les réseaux sociaux

Dans le cadre de la promotion du marché, eu égard au caractère moderne et à la cible offerte, la BRVM a souhaité marquer sa présence sur les réseaux sociaux. C'est ainsi que le lancement officiel des pages de Réseaux Sociaux de la BRVM a été réalisé le 4 septembre 2013. La cérémonie de lancement a été l'occasion pour la BRVM d'annoncer publiquement sa présence sur les nouveaux canaux de communication qu'offrent les Réseaux Sociaux. Ces outils de communication ont permis à la BRVM d'avoir une plus grande visibilité, de se rapprocher avec le grand public et de promouvoir davantage la culture boursière.

Des pages de Réseaux sociaux ont été créées sur les quatre plateformes que sont :

- FACEBOOK (Bourse Régionale des Valeurs Mobilières)
- TWITTER (@BRVM_UEMOA)
- GOOGLE+ (BRVM_UEMOA)
- LinkedIn (Regional Stock Exchange BRVM)

Enfin, le site internet de la BRVM a été animé avec la publication de communiqués et articles de presse, l'aménagement d'une nouvelle page web dédiée aux médias diffusés sur le site, l'insertion de bannières animées et la création d'un portail pour étoffer la publicité autour du site.

5.5 Développement du capital humain

Différentes actions notamment pour le recrutement, la formation et la gestion administrative du Personnel ont été réalisées en 2013.

5.5.1 Recrutement

L'effectif de la BRVM est de 48 agents au 31 décembre 2013 contre 42 au 31 décembre 2012. Cette évolution répond à l'objectif de renforcement des effectifs suite à de nombreux départs en 2011 après le dénouement de la crise sociopolitique en Côte d'Ivoire et à la réorganisation entamée en 2012.

Le processus de recrutement des Directeurs de Départements est finalisé. Trois Directeurs de Départements rejoindront l'équipe de la BRVM entre janvier et février 2014.

5.5.2 Formation du personnel

Concernant le développement des compétences, 16 agents ont été formés en 2013.

5.5.3 Gestion administrative

Au cours de l'année 2013, plusieurs mesures de redressement administratif ont été prises. Deux faits importants ont aussi marqué la gestion du personnel. Ce sont, d'une part, l'élaboration des documents (statut, règlement intérieur) de la Mutuelle du personnel de la BRVM et du DC/BR et, d'autre part, l'affiliation de la BRVM au Fonds Autonome d'Assurance Maladie (FAAM) de la CRRAE.

Par ailleurs, plusieurs décisions importantes ont été prises dans le cadre de la gestion administrative.

5.6 Amélioration du cadre de vie

Afin de disposer d'espace supplémentaire, la BRVM a entrepris des travaux d'extension de son siège. Ces travaux, financés sur fonds propres, consistent essentiellement à la construction de trois (3) niveaux supplémentaires de bureaux et d'espace de restauration sur le bâtiment existant (2 niveaux). Par ailleurs, le Rez-De-Chaussée (RDC) du bâtiment sera réaménagé dans une seconde phase pour mettre en place une salle de conférence de 80 personnes.

La conduite générale du projet a été confiée au Cabinet ACA en tant que Maître d'œuvre.

Le chantier a démarré en juillet 2011.

Les travaux de la première phase ont été pratiquement terminés en 2013. Le personnel a déménagé dans les étages de l'extension en juillet et août 2013.

La Direction Générale a déménagé dans l'étage de direction en novembre 2013.

5.7 Amélioration du contrôle interne

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan annuel, l'Audit Interne a effectué des missions notamment sur les processus métiers de la BRVM et sur le suivi des recommandations émises par les vérificateurs et cabinets externes. Une mission spécifique a également été réalisée concernant la passation de marchés de travaux. Dans leur ensemble, ces missions ont été sanctionnées par des rapports et des recommandations qui ont été notifiées au Comité d'Audit et des risques, à la Direction Générale et aux parties impliquées.

Outre la communication permanente des résultats des travaux de l'Audit Interne, le Comité d'Audit et des Risques a été tenu informé de l'évolution des risques identifiés sur les processus opérationnels de la BRVM ainsi que des actions déployées dans le cadre de leur gestion. Il en ressort notamment une nette amélioration sur le plan de la séparation de tâches et une prise en charge des risques identifiés en termes de sécurité logique des applicatifs ainsi que de continuité d'activité.



RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

6. RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

**BOURSE REGIONALE
DES VALEURS
MOBILIERES** Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

*Exercice clos le
31 décembre 2013*

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- le contrôle des états financiers annuels de la BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES (BRVM), tels qu'ils sont annexés au présent rapport ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les états financiers annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles généralement admises en Côte d'Ivoire. Ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les états financiers annuels établis conformément aux règles comptables spécifiques applicables aux intervenants agréés du marché financier régional de l'Union Economique et Monétaires Ouest Africaine (UEMOA), sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société au 31 décembre 2013.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les modalités de mise en oeuvre de la nouvelle tarification et le processus d'approbation du cahier de charges de concession entre la BRVM et le CREPMF, tels que présentés dans les notes annexes aux états financiers.

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES 2. Vérifications et informations spécifiques

Exercice clos le
31 décembre 2013

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes de la société.

Abidjan, le 7 mai 2014

MAZARS COTE D'IVOIRE



Armand Fandohan
Expert-Comptable Diplômé
Associé

AFRIQUE AUDIT & CONSULTING



Ignace Clomegah
Expert-Comptable Diplômé
Associé



RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

7. RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

BOURSE REGIONALE Mesdames, Messieurs les Actionnaires,
DES VALEURS
MOBILIERES

Exercice clos le
31 décembre 2013

Conformément aux dispositions de l'article 440 de l'Acte uniforme du Traité de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique (GIE), nous vous présentons notre rapport sur les conventions prévues à l'article 438 dudit acte.

Ce rapport concerne les conventions directes ou indirectes conclues entre la société et l'un des administrateurs, Directeur Général ou Directeur Général Adjoint ou entre la société et toute autre entreprise dont l'un des administrateurs serait propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur ou directeur, à l'exclusion des conventions normales portant sur des opérations conclues à des conditions habituelles.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ses conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession applicables en Côte d'Ivoire. Ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1 - Conventions conclues au cours de l'exercice 2013

Le Président du Conseil d'Administration ne nous a donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice 2013.

2 - Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice

Avec le Dépositaire Central / Banque de Règlement (DC/BR)

Les conventions de services signées le 30 Mai 2002 ont été renouvelées successivement le 21 Décembre 2009 et le 31 Janvier 2013.

BOURSE REGIONALE Dirigeants Communs DES VALEURS MOBILIERES

*Exercice clos le
31 décembre 2013*

M. FRANCK TAPSOBA (Représentant Permanent des Etats de l'UMOA et de la CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET D'ARTISANAT DU BURKINA FASO), BOAD, CRRAE UEMOA, ACTIBOURSE, CGF BOURSE, BNI FINANCES, HUDSON & CIE, CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE DE COTE D'IVOIRE, CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE DU TOGO, SOCIETE SABU NYUMAN, SGI NIGER, ATEPA TECHNOLOGIES : Tous administrateurs de la BRVM et du DC/BR.

2-1 - Location de locaux

Nature et objet

La BRVM met à la disposition du DC/BR des locaux meublés à usage professionnel, comprenant des équipements informatiques et de télécommunications, du mobilier et du matériel de bureau.

Modalités

En contrepartie de cette prestation, le DC/BR verse à la BRVM une contribution annuelle déterminée en fonction de la valeur locative et des coûts d'amortissement des immobilisations concernées, augmenté des charges communes d'électricité, d'eau, de sécurité et d'entretien des locaux à concurrence de 12 % du montant facturé à la BRVM.

Cette contribution s'élève à 38 261 318 FCFA pour l'exercice 2013.

2-2 - Refacturation de prestations communes

Nature et objet

Le DC/BR bénéficie d'une part, de prestations fournies par les services de la BRVM en matière de gestion des ressources humaines, d'administration, de gestion financière et comptable, d'informatique et de technologies de l'information, et d'autre part, de prestations commandées par la BRVM auprès de conseils juridiques et fiscaux.

En outre, les Antennes Nationales de Bourse (ANB) assurent la représentation du DC/BR et de la BRVM dans les Etats membres de l'UEMOA.

**BOURSE REGIONALE Modalités
DES VALEURS
MOBILIERES**

L'ensemble de ces prestations sont refacturées au DC/BR, selon un prorata défini annuellement.

*Exercice clos le
31 décembre 2013*

Par ailleurs, les charges salariales de certains membres du personnel sont supportées pour 2/3 par la société qui les emploie et pour 1/3, par celle qu'ils assistent.

Pour l'exercice 2013, les frais refacturés par la BRVM au DC/BR se sont élevés à 406 370 613 FCFA, et ceux facturés par le DC/BR à la BRVM, à 37 937 637 FCFA.

2-3 - Comptes de Liaison

Nature et objet

Un compte de livraison non rémunéré a été créé pour enregistrer les transactions réalisées entre la BRVM et le DC/BR.

Modalités

Au 31 Décembre 2013, ce compte présente un solde de 891 542 157 FCFA en faveur de la BRVM.

Abidjan, le 7 Mai 2014

MAZARS COTE D'IVOIRE

Armand Fandohan
Expert-Comptable Diplômé
Associé

AFRIQUE AUDIT & CONSULTING

Ignace Clomegah
Expert-Comptable Diplômé
Associé



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Afrique de l'Ouest

INVESTISSONS POUR L'AVENIR

Véritable outil d'intégration de l'UEMOA, la BRVM offre aux Etats, aux entreprises et aux investisseurs de réelles opportunités de levées de ressources et de rentabilité de l'épargne.



4 Septembre 2013, la BRVM s'ouvre aux Réseaux Sociaux



16 Septembre 2013, Lancement de la Cotation en Continu



du 1^{er} au 4 Décembre 2013, Organisation de la 17^{ème} Conférence Annuelle de l'ASEA

Créée le 16 Septembre 1998, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est le marché boursier commun aux huit (8) pays de l'UEMOA : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Entièrement électronique et bâtie suivant les standards internationaux, elle est passée à la cotation en continu le 16 Septembre 2013.

Elle compte 76 titres cotés à savoir 37 sociétés et 39 lignes obligataires^(*). Elle a établi un record historique de 6024,41 Milliards de FCFA de capitalisation du marché des actions, le 29 janvier 2014.

6^{ème} au classement des Bourses Africaines en terme de capitalisation domestique et de performance des indices en 2013, la BRVM est une excellente plateforme de financement à long terme des économies de l'UEMOA. Elle est membre de l'African Stock Exchanges Association (ASEA), association qui regroupe la quasi-totalité des Bourses Africaines.



*: à la date du 5 Mai 2014

18, Avenue Joseph ANOMA, Plateau
01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 32 66 85 / 86 , Fax : +225 20 32 66 84
Mail : brvm@brvm.org , Site Internet : www.brvm.org





ETATS FINANCIERS

BILAN
(du 01 janvier 2013 au 31 décembre 2013)
(1^{ère} Partie)
(en Francs CFA)

DESIGNATION DE L'ENTREPRISE: BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES (COTE D'IVOIRE)

POSTES	ACTIF	Notes	31.12.N	31.12.N-1
101	Valeurs en caisse		7 757 416	5 919 504
11	Comptes Ordinaires chez les banques de règlements		-	-
121	Banques comptes ordinaires		1 039 268 246	650 955 668
122	Banques comptes sur opérations sur titres			-
14	Autres comptes de dépôts chez les institutions financières		1 319 910 426	1 824 825 146
16	Valeurs à encaisser		-	100 000
19	Comptes de créances en souffrance en net (moins provision)			-
A	Trésorerie		2 366 936 088	2 481 800 318
20	Titres de transaction			-
211-217	Titres de placement (titres propres)		1 508 068 809	1 519 014 408
24	Compte de négociation et de règlements sur opérations sur titres			-
29	Moins (-) provisions pour dépréciation		-	8 408 528
B	Opérations sur titres		1 508 068 809	1 510 605 880
311	Clients		-	-
317	Clients, créances rattachées		-	-
319	Clients, valeurs non imputées		-	-
Autres. 31	Clients, comptes rattachés		-	-
C	Comptes de la clientèle sur opérations sur titres		-	-
309	Fournisseurs débiteurs		86 415 077	74 142 405
321	Clients, prestations de services		1 442 182 549	1 419 719 767
326	Créances clients litigieuses ou douteuses,		-	-
322 à 325,328	Autres clients		-	-
33 à 34	Personnels et Comptes rattachés - Organismes sociaux		58 318 034	54 951 219
35	Etat et collectivités publiques		80 315 528	61 209 718
36-38	Autres débiteurs divers		977 602 906	1 178 906 087
39	Moins (-) Dépréciations et risques provisionnés		177 556 468	124 150 140
D	Débiteurs divers		2 467 277 626	2 664 779 056
41	Immobilisations financières		144 984 523	138 845 125
42	Dépôts et cautionnements		9 653 826	9 653 826
43	Immobilisations en cours		-	-
44	Charges immobilisées		-	549 390 512
45	Immobilisations incorporelles		1 037 786 647	738 593 172
46	Immobilisations corporelles		2 811 863 873	2 564 118 333
47	Avances et acomptes versés sur immobilisations		1 400 138 045	1 449 435 093
48	Moins (-) Amortissements		2 825 019 457	3 238 086 648
49	Moins (-) Provisions pour dépréciation		89 661 449	81 252 921
E	Valeurs immobilisées nettes		2 489 746 008	2 130 696 492
TOTAL ACTIF			8 832 028 531	8 787 881 746

BILAN

(du 01 janvier 2013 au 31 décembre 2013)

(2^{ème} Partie)

(en francs CFA)

DESIGNATION DE L'ENTREPRISE: BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES (COTE D'IVOIRE)

POSTES	PASSIF	Notes	31.12.N	31.12.N-1
11	Comptes ordinaires chez les banques de règlements		-	-
121 à 122	Comptes ordinaires chez les établissements de crédits		21 750	9 580
15	Autres sommes dues aux institutions financières		-	-
18	Virement interne		9 750 000	-
F	Trésorerie		9 728 250	9 580
24	Compte de négociation et de règlement sur opérations sur titres		-	-
G	Opérations sur titres et opérations diverses		-	-
311	Clients, espèces		-	-
317	Clients, créances rattachées		-	-
319	Clients, valeurs non-imputées		-	-
31	Clients, autres comptes		-	-
H	Comptes de la clientèle sur opérations sur titres		-	-
329	Clients créditeurs		189 784 293	334 558 869
30	Fournisseurs et comptes rattachés		617 824 560	408 756 096
33 à 34	Personnels et comptes rattachés – Organismes sociaux		151 768 787	128 651 887
35	Etat et collectivités publiques		61 832 999	43 687 748
38	Autres créditeurs divers		176 215 459	121 061 812
37	Associé - Groupe		9 520 500	155 973 500
I	Créditeurs divers		1 206 946 598	1 192 689 912
50	Subventions et autres fonds reçus			-
51 à 52	Provisions		356 836 769	303 600 153
53	Comptes bloqués d'actionnaires		-	-
551	Primes liées au capital		48 696 000	48 696 000
552	Réserves		1 212 408 000	1 150 736 724
553	Ecart de réévaluation		-	-
56	Emprunts		819 297 823	862 877 493
57	Capital et dotations		3 062 040 000	3 062 040 000
58	Report à nouveau		880 744 609	1 140 076 570
59	Résultat net de l'exercice		1 254 786 982	1 027 155 314
J	Ressources durables		7 634 810 183	7 595 182 254
TOTAL PASSIF			8 832 028 531	8 787 881 746

COMPTE DE RESULTAT

(1^{ère} Partie)

(du 01 janvier 2013 au 31 décembre 2013)

(en francs CFA)

DESIGNATION DE L'ENTREPRISE : BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES (COTE D'IVOIRE)

POSTE	CHARGES		Notes	31.12.N	31.12.N-1
605	Droits d'affiliation DC/BR et BRVM			-	-
602	Charges de transfert			-	-
603	Charges de gestion de comptes			-	-
604	Charges de règlement/livraison			-	-
6081-82	Charges réglementaires			-	-
600, 601, 6087, 609	Autres charges sur opérations sur titres			-	-
K	Charges sur opérations sur titres			-	-
611-612	Achat			80 117 784	80 092 780
613	Transport			77 181 266	67 708 691
614	Services extérieurs			400 666 313	379 746 989
615	Autres services extérieurs			930 092 309	775 589 999
616	Autres charges & pertes diverses			167 390 121	92 576 470
Autres 61	Autres charges externes et charges d'exploitation				-
L	Charges externes et charges d'exploitation			1 655 447 793	1 395 714 929
6211	Commissions et courtages sur achats			-	-
6212	Commissions et courtages sur ventes			-	-
Autres 62	Autres rémunérations d'intermédiaires			-	-
M	Rémunérations d'intermédiaires, apporteurs d'affaires			-	-
TN	Valeur ajoutée				
		N	N-1		
	R+S+cpte 74-K-L-M	2 169 597 807	2 067 345 804		
63	Impôts et taxes			11 635 147	11 785 814
N	Impôts taxes et versements assimilés			11 635 147	11 785 814
641-642	Appointements et salaires			874 123 134	844 730 450
643	Autres rémunérations et indemnités				-
644-648	Charges sociales			98 887 318	129 255 556
Autres 64	Autres avantages en nature				-
O	Charges de personnel			973 010 452	973 986 006
TQ	Excédent Brut d'Exploitation				
		N	N-1		
	TN-N-O	1 184 952 208	1 081 573 984		
65	Frais financiers et charges assimilées			7 773 027	4 913 233
P	Frais financiers			7 773 027	4 913 233
661	Dotation aux amortissements			136 323 322	85 793 706
663 à 667	Dotation aux provisions			53 236 616	238 741 774
Q	Dotation aux amortissements et provisions			189 559 938	324 535 480
81-83-85-87	Charges hors activités ordinaires			-	1 280 595
89	Impôts sur le bénéfice			-	-
	Pertes de l'exercice			-	-
TOTAL CHARGES				2 837 426 357	2 712 216 057

COMPTE DE RESULTAT

(2^{ème} Partie)

(du 01 janvier 2013 au 31 décembre 2013)

(en francs CFA)

DESIGNATION DE L'ENTREPRISE : BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES (COTE D'IVOIRE)

POSTE	PRODUITS	Notes	31.12.N	31.12.N-1
7111	Commissions de courtage		985 743 004	677 670 609
7112	Commissions sur droits de garde			-
712	Produits de la BRVM		2 529 844 177	1 896 645 266
713	Produits du DC/BR		254 219 749	672 796 617
714	Produits sur prestations de services financiers		-	-
703	Produits sur opérations de contrepartie		-	-
718-719	Autres produits		-	-
R	Produits sur opérations sur titres		3 769 806 930	3 247 112 492
7261	Prestations taxables		55 238 670	49 643 000
7262	Prestations non taxables		-	-
S	Produits de l'ingénierie financière		55 238 670	49 643 000
727	Revenus financiers et produits assimilés		181 938 383	194 678 609
74	Subventions d'exploitation et autres fonds reçus		-	-
Autres 72	Autres produits		28 533 400	166 305 241
T	Autres produits divers d'exploitation		210 471 783	360 983 850
73	Produits sur immobilisations financières		-	-
76	Reprise d'amortissement et provisions		46 350 326	73 896 384
U	Autres produits		46 350 326	73 896 384
82-84-86-88	Produits hors activités ordinaires		10 345 630	7 735 645
	Bénéfice avant impôts		1 254 786 982	1 027 155 314
	BENEFICE DE L'EXERCICE		1 254 786 982	1 027 155 314
	TOTAL DES PRODUITS		4 092 213 339	3 739 371 371

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

1er partie: Détermination des soldes financiers de l'exercice 2013
(du 01 janvier 2013 au 31 décembre 2013)
(en francs CFA)

DESIGNATION DE L'ENTREPRISE: BRVM

Pays: CI

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG= Excédent Brut d'exploitation EBE

- Charges décaissables restantes } à l'exclusion des cessions
+ Produits encaissables restants } d'actif immobilisé

		E.B.E.	
Dotations aux provisions courtes	53 236 616		1 184 952 208
Frais financiers	7 773 027	Reprise sur provision courtes	46 350 326
Charges H.A.O.	-	Revenus financiers et assimilés	181 938 383
Impôts sur le résultat	-	Produits sur immob. Financières	
		Autres fonds reçus	38 879 030
Total (I)	61 009 643	Total (II)	1 452 119 947

CAFG : Total (II) - Total (I) = 1 391 110 304 (N - 1) : 1 112 949 020

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice (1)

AF = 1 391 110 304 - 1 224 816 000 = 166 294 304 (N - 1) : -418 070 980

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Créances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

NB: (à l'exclusion des éléments H.A.O. Les acteurs agréés n'ayant pas de stocks, la variation de stock est nulle)

Les rares stocks sont comptabilisés en charges constatées d'avance (autres créances)

Variation des créances : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
Fournisseurs débiteurs	12 272 672	
Clients	22 462 782	
Autres créances		232 236 884
(A) Variation globale nette des créances		197 501 430

Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)	Emplois diminution (-)		Ressources augmentation (+)
Clients, avances reçues		ou	
Clients créditeurs	144 774 576	ou	
Fournisseurs et comptes rattachés		ou	209 068 464
Dettes fiscales		ou	18 145 251
Dettes sociales		ou	23 116 900
Autres dettes	91 299 353	ou	-
Risques provisionnés		ou	
		ou	
(B) Variation globale nette des dettes circulantes	-	ou	14 256 686

VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B)		ou	211 758 116
--	--	----	--------------------



EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

ETE = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

	N	N - 1
Excédent brut d'exploitation	1 184 952 208	1 081 573 984
- Variation du B.F.E.(- si emplois ; + si ressources) (- ou +)	211 758 116	-30 892 711
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	1 396 710 324	1 050 681 273

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

DESIGNATION DE L'ENTREPRISE: BRVM

Pays: CI

	Exercice N		Exercice N - 1 (E - ; R +)
	Emplois	Ressources	
I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice) Croissance interne		////////////////////	
Acquisition/Cession de titres (transaction, placement, comptes divers)	65 048 336	75 993 935	
Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	299 193 475		
Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	690 332 238	491 883 746	
Croissance externe			
Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	47 060 768	40 921 370	
	492 835 766		
II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. supra : Var. B.F.E.)			
	ou	211 758 116	
	281 077 650		-
III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O.)			
IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)	43 579 670	////////////////////	
Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières			
B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	324 657 320		

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

DESIGNATION DE L'ENTREPRISE: BRVM

Pays: CI

	Exercice N		Exercice N - 1
	Emplois	Ressources	(E - ; R +)
V. FINANCEMENT INTERNE			
Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources)	1 224 816 000	1 391 110 304	
I. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
Augmentations de capital par apports nouveaux	////////////////////	-	
Subventions d'investissement	////////////////////		
Prélèvements sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)		////////////////////	
VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAU EMPRUNTS			
Ressources en provenance de la clientèle			
Emprunts (2)			
Autres dettes financières (2)		53 236 616	
C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT V+VI+VII		219 530 920	
	105 126 400	ou	
VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
Trésorerie nette			
à la clôture de l'exercice + ou -	<u>2 376 664 338</u>		
à l'ouverture de l'exercice + ou -	<u>2 481 790 738</u>		
Variation Trésorerie : (+ si Emploi ; - si Ressources)	<u>-105 126 400</u>	ou	<u>105 126 400</u>



**RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 26 JUIN 2014
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013**

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration sur l'activité et la situation de la société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2013 et sur les comptes dudit exercice ainsi que des Rapports des Commissaires Aux Comptes sur l'exécution de leur mandat, les approuve ainsi que les comptes et les états financiers de l'exercice, tels que présentés et qui font apparaître un résultat bénéficiaire de 1 254 786 982 Francs CFA.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale après avoir entendu lecture du Rapport spécial présenté par les Commissaires Aux Comptes sur les conventions visées aux articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique du traité de l'OHADA, l'approuve.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide, sur proposition du Conseil d'Administration, d'affecter le résultat de l'exercice 2013, de 1 254 786 982 Francs CFA augmenté du report à nouveau créditeur de 880 744 608 Francs CFA soit un total de 2 135 531 590 Francs CFA comme suit :

Dividende : 1 071 714 000 Francs CFA
Report à nouveau : 1 063 817 590 Francs CFA

Le dividende par action s'élève à 3 500 Francs CFA.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport de gestion du Conseil d'Administration sur la marche de la société au cours de l'exercice social clos le 31 décembre 2013 et le Rapport général des Commissaires Aux Comptes sur l'exécution de leur mandat, donne quitus aux Administrateurs pour leur gestion et décharge aux Commissaires Aux Comptes pour l'exécution de leur mandat.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale fixe les indemnités annuelles de fonction du Conseil d'Administration à 132 millions de FCFA, charge à lui de répartir ce montant entre ses membres.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne mandat au Conseil d'Administration afin de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de saisir tous les Organes et Institutions communautaires, en application des textes en vigueur, pour un dénouement urgent du dossier de la tarification qui préserve l'intérêt des actionnaires de la BRVM.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur des copies ou d'extraits des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales postérieures consécutives aux décisions de la présente Assemblée.



REPertoire DES SGI ET EMETTEURS

10. REPertoire des SGI

SOCIÉTÉS DE GESTION ET D'INTERMÉDIATION (SGI)

Nom de la société	Adresse	Téléphone / Fax	Email
BENIN			
ACTIBOURSE	08 BP 0879 COTONOU	T: (229) 21 31 32 28 F:(229) 21 31 78 00	information@boa.actibourse.com
AFRICABOURSE	Avenue Steinmetz en face de DHL ex Air Gabon 01 BP 6002 COTONOU BENIN	T: (229) 21 31 88 35/36 F: (229) 21 31 14 54	africabourse@africabourse.com
BIBE FINANCE	AVENUE JEAN PAUL II, 03 BP 2098 COTONOU	T: (229) 21 32 48 75/76 F: (229) 21 32 44 67	sgibfs@bow.intnet.bj
SGI BENIN S.A.	Scoagbeto Carré 183 Appt N°2 B Imm Nassif Hamoud, 01 BP 4546 COTONOU	T: (229) 21 31 15 41/71 F: (229) 21 31 15 60	sgibenin2@yahoo.fr
BURKINA FASO			
CORIS BOURSE S.A	1242 Avenue Dr Kwame Nkrumah, Immeuble Coris Bank International, 01 BP 6585 Ouagadougou 01	T : (226) 50 33 14 85/50 72 73 F : (226) 50 33 14 83	corisbourse@corisbourse.com
SBIF	Avenue de la Résistance du 17 mai/Immeuble CGP 01 BP 5394 Ouagadougou 01	T: (226) 50 33 04 91/92 F: (226) 50 33 04 90	sbif@sbifbourse.bf
CÔTE D'IVOIRE			
AFRICAINNE DE BOURSE	34, BD DE LA REPUBLIQUE 01 BP 1300 ABIDJAN	T: (225) 20 21 98 26 F: (225) 20 21 98 27	africaine.bourse@sib.ci
ATLANTIQUE FINANCE	15 Av Joseph Anoma, Abidjan Plateau 10 Etage, 04 B.P. 1036 ABIDJAN 04	T: (225) 20 31 21 21/23 F: (225) 20 32 06 77	sgi@banqueatlantique.ci
BICI BOURSE	RUE GOURGAS - TOUR BICICI, 01 BP 1298 ABIDJAN	T: (225) 20 20 16 68 F:(225) 20 21 47 22	bicibourse@africa.bnpparibas.com
BNI FINANCE	AV. MARCHAND, 14 ^{ème} étage IMMEU BLE BELLERIVE PLATEAU 01 BP 670 ABIDJAN 01	T:(225) 20 31 07 77 F:(225) 20 31 07 78	bnifinances@bni.ci
CITICORP SECURITIES WEST AFRICA	IMM. BOTREAU ROUSSEL, 28 AVENUE DELAFOSSE 01 BP 3698 ABIDJAN 01	T: (225) 20 20 90 00/01 F: (225) 20 21 76 85	noelie.gan_sah@citigroup.com
ECOBANK Investment Corporation	AV. TERRASSON DE FOUGÈRES, 01 BP 4107 ABIDJAN 01	T: (225) 20 21 10 44 F:(225) 20 21 10 46	eic@ecobank.com
HUDSON & Cie	8-10, AVENUE JOSEPH ANOMA, Tour BIAO 9 ^{ème} étage, 18 BP 2294 ABIDJAN 18	T: (225) 20 31 55 00/02 F: (225) 20 33 22 24	info@hudson_cie.com Site Web: www.hudson_cie.com
NSIA FINANCES	8 et 10 avenue Joseph Anoma, 01 BP 1274 ABIDJAN 01	T: (225) 20 20 06 53 F: (225) 20 33 90 93	contact_biaofinance@biao.ci
PHOENIX CAPITAL MANAGEMENT	Avenue Lamblin, Plateau, 17 ^{ème} étage Immeuble BIAO 01 BP 12 686 Abidjan 12	T: (225) 20 25 75 90 F: (225) 20 25 75 99	cms@phoenixafrica.com Site Web: www.phoenix
SOGEBOURSE	5 & 7 AVENUE JOSEPH ANOMA, 01 BP 1355 ABIDJAN 01	T: (225) 20 20 12 65 F: (225) 20 20 14 89	filiale.sogebourse@socgen.com
MALI			
SGI MALI S.A.	Bd Cheick Zayed Imm Botreau Roussel 01 BP 3698 Abidjan 01	T: (223) 20 29 41 19 F: (223) 20 29 29 75	sgi@cefib.com
NIGER			
SGI NIGER S.A.	258 B rue de Grand Hôtel BP 10812 Niamey	T: (227) 20 73 78 18 F:(227) 20 73 78 16	sginiger@sginiger.com
SENEGAL			
CGF BOURSE	12, RUE DOCTEUR THEZE - BP 11516 DAKAR	T: (221) 33 849 03 99 F: (221) 33 823 38 99	cgfbrvm@orange.sn
SGI IMPAXIS CAPITAL SA	13D Rue des Ecrivains point E BP 45545 DAKAR FANN	T:(221) 33 869 31 40/47 F: (221) 33 864 53 41	patrick.brochet@impaxiscapital.com
TOGO			
SGI TOGO S.A	PLACE VAN VOLLENHOVEN,UTB Centrale 3 ^{ème} Etage BP 2312 LOME	T: (228) 22 22 31 45 F: (228) 22 22 31 47	Sgi togo@ids.tg

11. REPERTOIRE DES EMETTEURS

SOCIÉTÉS COTEES

Dénomination	Nom de la société	Adresse - Téléphone
AIR LIQUIDE CI	Air Liquide Côte d'Ivoire	131 Boulevard de Marseille, 01 BP 1 753 Abidjan 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-21-04-40 Fax: (225) 21-35-80-96
BERNABE CI	BERNABE Côte d'Ivoire	99 Bd de Marseille, 01 BP 1867 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21 35-20-92 Fax: 21-35-48-84
BICI CI	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de Côte d'Ivoire	Avenue Franchet d'Espérey, 01 BP 1298 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 20 20-16-05 Fax: 20-20-17-00
BOA BF	Banque of Africa - Burkina faso	Ouagadougou, 770, Avenue du Président Aboubacar Sangoulé LAMIZANA, 01 BP 1319 OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso - Tél: 226 50 30 88 70 à 73 - Fax: 226 50 30 88 74 - Email: boadg@fasonet.br - Site: www.boaburkinafaso.com
BOA BN	Banque of Africa - Bénin	Avenue Jean-Paul II - 08 BP 879 Cotonou, BENIN - Tél.: (229) 21-31-32-28 Fax: (229) 21-31-31-17 Email: information@boabenin.com
BOA CI	Banque of Africa - Côte d'Ivoire	Angle Avenue Terrason de Fourgères rue Gourgas, 01 BP 4132 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél: 20-30-34-00 Fax: 20 30 34 01
BOA NG	Banque of Africa - Niger	Immeuble SONARA II BP 10 973 Niamey - NIGER- Tél.: (227) 20 73 94 86 Fax (227) 20 73 38 18 Email: information@boaniger.com
BOLLORE AFRICA LOGISTICS CI	BOLLORE AFRICA LOGISTICS Côte d'Ivoire	Avenue Christiani - Treichville, BP 1727 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-22-04-20 Fax: (225) 21-22-07-90
CFAO CI	Compagnie Française de l'Afrique Occidentale en Côte d'Ivoire	Carrefour du CHU de Treichville, 01 BP 2114 Abidjan 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-75-11-60 Fax: (225) 21-75-18-18
CIE CI	Compagnie Ivoirienne d'Electricité	Avenue Christiani - Treichville, 01 BP 6923 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-23-30-00 Fax: (225) 21-23-30-60
CROWN SIEM CI	CROWN SIEM (Société Ivoirienne d'Emballage Métallique)	Bld Giscard d'Estaing, 01 BP 1242 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-75-90-00 Fax: (225) 21-35-03-94
ETI TG	Ecobank Transnational Incorporated Togo	2 Rue du Commerce, BP 3261 Lomé, TOGO - Tél.: (228) 22 21 03 03/ 22 21 31 68 Fax: (228) 22 21 51 19
FILTISAC CI	Filature, Tissage, Sacs de Côte d'Ivoire	KM8 - Route d'Adzopé, 01 BP 3962 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 20 30-46-00 Fax: (225) 20-30-46-46
MOVIS CI	Société Ivoirienne d'Opérations Maritimes	Rue des containers, 01 BP 1569 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-21-86-00 Fax: (225) 21-35-12-63
NEI-CEDA CI	Nouvelles Editions Ivoiriennes - Centre d'Editions et de Diffusion Africaines de Côte d'Ivoire	1 Boulevard de Marseille, 01 BP 1818 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-21-64-70 Fax: 21-21-64-86 Email: editon@nei-ci.com
NESTLE CI	NESTLE-Côte d'Ivoire	Cocody Rue du Lycée Technique, 01 BP 1840 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE- Tél.: (225) 22-40-62-35 Fax: (225) 22-44-43-43
ONATEL BF	Office National des Télécommunications du Burkina Faso	705 Avenue de la nation 01 BP 10 000 Ouagadougou 01, BURKINA FASO - Tél.: (226) 50-49-44-49 Fax: (226) 50-30-18-69
PALM CI	PALM Côte d'Ivoire	Immeuble SIFCA, 18 BP 3321 ABIDJAN 18 - Tél.: (225) 21-21-09-00/07 Fax: (225) 21-21-09-30
SAFCA CI	Société Africaine de Crédit Automobile de Côte d'Ivoire	1 Rue des carrossiers, 01 BP 27 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-21-07-07 Fax: (225) 21-21-07-02
SAPH CI	Société Africaine de Plantation d'Hévéas de Côte d'Ivoire	Treichville, Rue des Gallions, 01 BP 1322 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-75-76-29 Fax: (225) 21-75-76-42/43
SERVAIR ABIDJAN CI	SERVAIR ABIDJAN	Aéroport International FHB, 07 BP 8 ABIBJAN 07, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-27-80-46/ 21-27-82-50 Fax: (225) 21-27-87-72
SETAO CI	Société d'Etudes et de Travaux pour l'Afrique de l'Ouest	Immeuble SIDELAF Zone 3, 01 BP 925 ABIDJAN 01 - CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-75-50-00 Email: setao@sidelaf.ci
SGB CI	Société Générale de Banques en Côte d'Ivoire	Avenue Joseph Anoma, 01 BP 1355 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 20 20-13-18/13 Fax: (225) 20-20-13-03
SICABLE CI	Société Ivoirienne de Câbles	Rue du textile Zone Industrielle de Vridi, 15 BP 35 ABIDJAN 15, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-21-35-35 Fax: (225) 21-21-35-45 Email: contact@sicable.ci
SICOR CI	Société Ivoirienne de Coco Râpé	IMMEUBLE COCA COLA 04 BP 973 ABIDJAN 04, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 20 21 05 14 Fax: (225) 23-46-68-10
SITAB CI	Société Ivoirienne des Tabacs	Zone 4C Rue Thomas Edison-Immeuble EDISON 2ème étage (200 m après HONDA), 01 BP 724 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE Tél.: (225) 21-21-88-04/37 Fax: (225) 21-21-88-10/90
SMB CI	Société Multinationale de Bitume de Côte d'Ivoire	Vridi - Bid Petit Bassam 12 BP 622 ABIDJAN 12 COTE D'IVORE - Tél.: (225) 21-23-70-70 Fax: (225) 21-27-05-18
SODE CI	Société de Distribution d'Eau de Côte d'Ivoire	Avenue Christiani - Treichville, BP 1843 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-23-30-00 Fax: (225) 21-23-30-60
SOGB CI	Société des Caoutchoucs de Grand-Béréby de Côte d'Ivoire	21 Route du Lycée Technique-Cocody, 17 BP 18 Abidjan 17, 01 BP 365 San-Pédro, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 22-48-00-38/ 34-72-15-21, Fax: (225) 22-44-33-82/ 34-72-15-02/05
SOLIBRA CI	Société de Limonaderies et Brasseries d'Afrique	Rue Canal ZONE 3, 01 BP 1304 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-21-12-00 Fax: (225) 21-35-97-91
SONATEL SN	Société Nationale de Télécommunication du Sénégal	6 Rue WAGANE DIOUF, BP 69 DAKAR, SENEGAL - Tél.: (221) 33-839-12-00 Fax: (221) 33-839-12-12
TOTAL CI	TOTAL Côte d'Ivoire	Centre Nour Al Hayat, 01 BP 336 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 20 -31-61-16 Fax: 20-33-42-08
TRACTAFRIC MOTORS CI	Tractafric Motors Côte d'Ivoire	Km 4 -Boulevard de Marseille Zone 3 Abidjan, 01 BP 1272 Abidjan 01, CÔTE D'IVOIRE- Tél.: (225) 21-75-03-00/40 Fax: (225) 21-75-03-45 Email: courrier@sdaci.net
TRITURAF CI - Société en liquidation	Société Ivoirienne de trituration de graines oléagineuses et de raffinage d'huiles végétales	Zone Industrielle - 01 BP 1845 BOUAKE 01 - Tél.: (225) 21-75-20-00 / 31 63-26-43 / 31 63-26-42 Fax: (225) 21-75-20-47/ 31-63-43-54
UNILEVER CI	Huilerie-Savonnerie Lipochimie - Côte d'Ivoire	Boulevard de vridi - 01 BP 1551 ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-75-44-00 Fax: 21-24-68-14
UNIWAX CI	UNIWAX Côte d'Ivoire	Yopougon-Gare, 01 BP 3994 Abidjan 01, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 23-46-64-15 Fax: (225) 23-46-69-42
VIVO ENERGY CI	VIVO ENERGY Côte d'Ivoire	Rue des Pétroliers, 15 BP 378 ABIDJAN 15, CÔTE D'IVOIRE - Tél.: (225) 21-75-27-27 Fax: (225) 21-27-53-19 / 21-2

Cotonou

Bissau

Abidjan

Bamako

Lomé

Dakar

Ouagadougou

Niamey



INVESTISSEMENTS POUR L'AVENIR

18, Avenue Joseph ANOMA (Rue des Banques)

Tel: +225 20 32 66 85 / 20 31 55 50

Fax: +225 20 32 66 84

Mail: brvm@brvm.org

Web: www.brvm.org